Le Parlement européen invite l'Algérie à placer ses forces armées sous un contrôle démocratique et civil

Le Parlement européen (PE), soutient la revendication du Hirak appelant à l'avènement d'un Etat civil en Algérie. Dans sa résolution d'urgence sur la situation des droits de l'homme en Algérie, votée à la majorité écrasante, le PE invite les autorités algériennes à mettre les forces armées du pays sous une autorité civile.

''Le PE invite les autorités algériennes à garantir à la fois une pleine reddition de comptes et un contrôle démocratique et civil des forces armées, ainsi que la subordination effective de ces dernières à une autorité civile légalement constituée, et à faire en sorte que le rôle de l'armée soit correctement défini dans la Constitution et explicitement limité aux questions touchant à la défense nationale'', lit-on dans la résolution.

L'institution européenne invite aussi les autorités algériennes à procéder à des enquêtes indépendantes sur tous les cas de recours excessif à la force par des membres des forces de l'ordre et à traduire en justice tous les auteurs; invite les autorités algériennes à honorer les engagements internationaux de l'Algérie au titre de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

Le gouvernement et ainsi que l'état major de l'ANP vont certainement réagir à cette prise position qui constitue un précédent dans les relations entre l'Algérie et l'Union européenne.